

Concilier le respect de la confidentialité et le partage de l'information – Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation Le rapport du groupe de travail s'adresse aux membres du Comité national de suivi de l'entente de complémentarité des services conclue entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation. Le mandat de départ confié au groupe de travail était le suivant : cerner clairement la problématique, prendre connaissance d'avis juridiques sur la notion de confidentialité ainsi que sur l'obligation au secret professionnel, en dégager les orientations et surtout préparer des pistes d'action destinées à supprimer les obstacles à la collaboration et à la concertation. En premier lieu, le rapport présente une synthèse des principaux cadres législatifs qui régissent le partage de l'information et la protection des renseignements personnels. En second lieu, il rappelle les difficultés déjà relevées par certains gestionnaires et intervenants; ensuite il présente les quatre éléments qui caractérisent la problématique et qui ont particulièrement orienté la réflexion du groupe de travail. Document disponible sur : www.msss.gouv.qc.ca Documentation – Publications.

Documentation
Publications

Liste Dépliants Mise à jour par date Recherche



[Deux réseaux, un objectif : le développement des jeunes](#)

[Plan de services individualisé et intersectoriel](#)

Concilier le respect de la confidentialité et le partage de l'information - Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation

Le rapport du groupe de travail s'adresse aux membres du Comité national de suivi de l'entente de complémentarité des services conclue entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation. Le mandat de départ confié au groupe de travail était le suivant : cerner clairement la problématique, prendre connaissance d'avis juridiques sur la notion de confidentialité ainsi que sur l'obligation au secret professionnel, en dégager les orientations et surtout préparer des pistes d'action destinées à supprimer les obstacles à la collaboration et à la concertation.

En premier lieu, le rapport présente une synthèse des principaux cadres législatifs qui régissent le partage de l'information et la protection des renseignements personnels. En second lieu, il rappelle les difficultés déjà relevées par certains gestionnaires et intervenants; ensuite il présente les quatre éléments qui caractérisent la problématique et qui ont particulièrement orienté la réflexion du groupe de travail.

[Version PDF](#)

Ce document est disponible seulement en version électronique.